



Marchés financiers

Perspectives pour 2024

Les marchés financiers en 2023 : Ou comment investir en période de hausse des taux.



L'année 2023 aura pour le moins été surprenante pour les marchés financiers. Alors que les investisseurs s'attendaient à une inflation incontrôlable et à une récession imminente, et espéraient que les banques centrales allaient commencer à abaisser les taux d'intérêt, rien de tout cela ne s'est finalement produit. Hormis la croissance négative en Allemagne¹ qui a limité la croissance européenne à 1 %², les économies occidentales se sont au final montrées relativement résilientes. Les hausses de taux ont été bien digérées et la récession attendue a fait place au scénario d'un atterrissage en douceur.

Hausse du cours des actions au premier semestre

Les marchés d'actions ont poussé un ouf de soulagement et évolué à la hausse au premier semestre, avec la technologie et l'intelligence artificielle (IA) comme principaux moteurs. Au premier semestre, le Nasdaq 100 a gagné 38,75 %³. En juillet, les marchés ont poursuivi sur la même lancée. Les investisseurs se sont montrés optimistes en raison de l'atterrissage en douceur attendu aux États-Unis, d'une inflation sous contrôle et de bénéfices des entreprises supérieurs aux prévisions.

Mais les taux ont aussi continué à augmenter

L'année 2023 n'a pas pour autant été de tout repos pour les investisseurs. Les tensions sur le marché

du travail ont ainsi alimenté la menace inflationniste alors que l'inflation de base est restée élevée. Le resserrement monétaire s'est donc poursuivi du côté des économies occidentales, les principaux taux d'intérêt atteignant même leurs niveaux les plus élevés au troisième trimestre depuis la crise financière de 2008 des deux côtés de l'Atlantique. La Fed a relevé le taux des fonds fédéraux à 5,25 - 5,50 %⁴ tandis que la Banque centrale européenne (BCE) a porté le taux de dépôt à 4,0 % et le taux de refinancement à 4,5 %⁵.

Tensions autour du pétrole

En plus de cela, les marchés financiers ont aussi été confrontés à des tensions sur les prix du pétrole en septembre. Après la décision de l'Arabie Saoudite de limiter sa production à 9 millions de barils par jour jusqu'à la fin de l'année, le prix du baril de Brent a passé la barre des 95 dollars.

Creux en septembre

La hausse des taux et des problèmes liés au pétrole ont fait chuter les marchés à l'automne. Septembre a été le plus mauvais mois de l'année pour plusieurs indices boursiers et les obligations d'État. Les investisseurs craignaient que les taux ne restent élevés pendant une longue période, le fameux scénario de la Table Mountain. En octobre, le conflit entre Israël et la Palestine est encore venu s'ajouter à cette situation, rendant les actions et les obligations nerveuses.

Reprise en novembre

Fin novembre, tout s'est finalement remis dans le bon sens. De plus en plus de signaux indiquaient une baisse de l'inflation dans la zone euro⁶ et le sentiment des entrepreneurs s'est stabilisé. De quoi augmenter la probabilité d'une pause de la BCE au niveau de la hausse de taux. Novembre a donc été un excellent mois pour les marchés. Les marchés ont anticipé une politique monétaire plus accommodante des deux côtés de l'Océan, ce qui s'est traduit directement par un plongeon des taux à 10 ans aux États-Unis de 5 % à 3,89 % à la fin de l'année⁷.

Les inquiétudes autour de la croissance persistent

Malheureusement, toutes les inquiétudes ne sont pas dissipées et l'incertitude persiste quant à la croissance mondiale. Aux États-Unis, les investisseurs sont sans cesse ballottés entre espoir et crainte. D'un côté, la croissance économique s'est avérée exceptionnellement résistante au troisième trimestre grâce à la consommation intérieure, à la vigueur de l'emploi et aux salaires élevés. Mais de l'autre, le resserrement monétaire continue à peser comme

une épée de Damoclès sur l'économie. Le Livre beige indique également un nouveau ralentissement dû à la baisse de la consommation.

Dans la zone euro, la contraction économique redoutée est déjà une réalité. L'économie a reculé de 0,1 % au troisième trimestre, mais avec des tendances contrastées d'un pays à l'autre, l'Allemagne étant la plus touchée.

Enfin, la Chine peine également à relancer sa croissance, tant au niveau de la production industrielle que des services. Les difficultés du secteur immobilier et l'endettement des autorités locales continuent à peser sur l'économie.



Projection en 2024. Les marchés financiers en 2024 : quatre tendances à tenir à l'œil.

Sur les marchés financiers, 2024 se présente sous de bons auspices. Le scénario redouté d'une récession a fait place au scénario de base d'un atterrissage en douceur et l'inflation a tendance à reculer. De plus, il semble que nous ayons atteint le pic des taux et que les taux d'intérêt commenceront à baisser au cours de l'année 2024. Malheureusement, nous ne disposons pas d'une boule de cristal et beaucoup d'incertitudes pèsent encore sur le marché. Quels sont les thèmes qui dicteront l'évolution des marchés financiers en 2024 ?



1 Quand les taux vont-ils baisser ?

Une des grandes questions pour 2024 est de savoir quand les banques centrales vont annoncer les premières baisses de taux. Un élément crucial dans ce cas sera la rapidité avec laquelle l'inflation sera maîtrisée. La bonne nouvelle est que la désinflation se poursuit partout dans le monde. Il s'agit là d'un signal rassurant pour les banquiers centraux, qui ouvre la voie à d'importantes baisses des taux en 2024. Les moteurs initiaux de l'inflation – covid, problèmes sur les chaînes d'approvisionnement et flambée des prix du gaz - ont par ailleurs disparu en grande partie.

Nous restons toutefois prudents par rapport au timing et à la rapidité de l'assouplissement monétaire. Le risque d'inflation n'a en effet pas encore totalement disparu. La pression structurelle liée à l'inflation des salaires pourrait contraindre la BCE à attendre la fin du premier semestre pour baisser ses principaux taux. Aux États-Unis, les taux à 10 ans sur les obligations d'État ont déjà diminué de 70 points de base depuis le pic d'octobre⁸. Pour gérer la suite de l'assouplissement des conditions financières, la Fed voudra sans doute éviter une baisse trop rapide des taux directeurs.

En résumé : la pause au niveau des taux est enclenchée, mais le processus d'assouplissement pourrait prendre plus de temps que ne le prévoient certains analystes du marché. Les baisses de taux par les banques centrales ne sont pas encore pour tout de suite, les banquiers centraux ne voulant pas perdre leur crédibilité dans la lutte contre l'inflation. Dans un contexte de pressions salariales à la hausse (qui pourraient relancer l'inflation) et de tensions géopolitiques (avec un risque de hausse des prix de l'énergie), ils ne veulent pas commettre l'erreur de relâcher la bride trop tôt. Nous n'attendons pas de baisses des taux avant la fin du premier semestre 2024. Une fois la baisse lancée, le rythme pourrait être plus rapide qu'attendu généralement à ce stade.

Qu'est-ce que cela signifie pour vos placements ?

1. « Les obligations sont de retour ». Les investisseurs ont redécouvert le marché des obligations au deuxième semestre 2023. Les obligations offrent à nouveau des rendements attractifs, surtout si les banques centrales mettent fin au cycle de hausse des taux d'intérêt.
2. Les rendements sont à un niveau historiquement élevé. Même si le timing de la baisse attendue des taux n'est pas encore clair, il est recommandé de relever progressivement la durée du portefeuille obligataire et de « bloquer » ainsi

les rendements actuels. Les obligations d'État offriront par ailleurs une protection contre le risque que l'atterrissage économique soit moins doux que prévu.

- La corrélation entre actions et obligations a été exceptionnellement positive ces dernières années. Autrement dit : les cours des actions et des obligations ont évolué dans la même direction. Cela a boosté les rendements en période de baisse des taux, mais aussi accentué les pertes quand les taux ont commencé à augmenter. La normalisation de la politique monétaire nous ramène à la corrélation inverse bien connue entre actions et obligations. Si les actions souffrent dans un scénario de récession (légère), les obligations peuvent faire contrepoids dans le portefeuille.

2 Atterrissage en douceur ou récession ?

En 2023, les économies occidentales ont miraculeusement échappé à la récession attendue. Dans la zone euro, la croissance reste légèrement positive et les États-Unis dépassent toutes les attentes avec une croissance conforme à celle de 2022. La succession historiquement rapide de hausses des taux n'a donc causé que peu voire pas de dégâts.

Il y a plusieurs explications à cela. Tout d'abord, les consommateurs et les entreprises ont pu se financer à des taux historiquement bas jusqu'à la fin de l'année 2022. Pensez par exemple aux emprunts hypothécaires, aux crédits d'investissement, aux crédits caisse, etc. Tant qu'ils ne doivent pas se refinancer, ils sont à l'abri des hausses de taux. Ensuite, les entreprises comme les consommateurs ont pu accumuler des réserves de cash pendant la

pandémie grâce aux subsides et baisses d'impôts. À cela se sont aussi ajoutées les mesures pour protéger le pouvoir d'achat face à l'inflation. Autant de raisons qui ont aussi permis aux entreprises de préserver leurs marges bénéficiaires et d'éviter une « récession des bénéfices ». Mais ces réserves sont aujourd'hui en grande partie épuisées.

Les hausses de taux vont-elles avoir un effet à retardement en 2024 ? C'est un scénario dont il faut tenir compte. Les banques centrales continuent en outre à retirer des liquidités de l'économie en réduisant encore leurs portefeuilles de titres. En 2024, les bilans des quatre plus grandes banques centrales (États-Unis, Zone euro, Royaume-Uni et Japon) devraient, selon les prévisions, diminuer de plus de 20 % à 20.000 milliards de dollars⁹.

La question cruciale pour 2024 consiste donc à savoir si nous allons assister à un atterrissage brutal ou en douceur de l'économie. Et pour le moment, la question reste entière. Pour l'économie américaine, notre scénario de base prévoit toujours un atterrissage en douceur durant les deux premiers trimestres. Pour l'ensemble de l'année 2024, nous tablons sur une croissance du PIB d'environ 1 %. Pour la zone euro, nous prévoyons une croissance du PIB comprise entre 0 % et 0,5 % pour l'ensemble de l'année.

Dans ce climat incertain, les investisseurs doivent être à l'affût des opportunités et des bonnes surprises. Les entreprises ont augmenté considérablement leur agilité et leur résilience ces dernières années, et cela s'exprime par des





bilans sains et des dettes bon marché. Nous sommes par ailleurs au cœur d'une révolution technologique innovante. L'impact positif des applications d'IA se traduira ces prochaines années par une augmentation de la productivité et de la rentabilité. Enfin, les prévisions de croissance modeste que nous retenons aujourd'hui laissent une large place aux bonnes surprises.



Qu'est-ce que cela signifie pour vos placements ?

Actions

- Face à la perspective d'une légère récession, nous commençons 2024 avec une stratégie défensive pour notre portefeuille d'actions. Les hausses des taux et le ralentissement de la croissance économique ne sont en effet pas encore totalement intégrés dans les cours des actions selon nous. L'impact au niveau des bénéfices des entreprises et des marges devrait se faire sentir avec un certain décalage. Nous craignons que les marchés ne réagissent mal au cours du premier semestre en cas de chiffres de croissance bénéficiaire inférieurs aux prévisions.
- En Europe, nous miserons au premier semestre sur des entreprises de qualité, aux bilans sains et aux besoins de financement limités. Les sociétés capables de défendre leurs marges seront également prises en considération. Pensez par exemple aux sociétés de services aux collectivités, aux sociétés actives dans les soins de santé et aux fabricants de biens de consommation. Les actions suisses renforceront également le caractère défensif du portefeuille. La bourse britannique est intéressante du point de vue des valorisations. Le FTSE 100 offre un rendement de dividende relativement élevé et un faible coefficient bêta, ce qui signifie une meilleure résistance en période de baisse des cours. Au deuxième semestre, nous devrions revenir progressivement à un positionnement sélectif sur les valeurs plus cycliques ou sensibles à la conjoncture à mesure que les économies occidentales reprendront le chemin de la croissance.
- Aux États-Unis, notre préférence au premier semestre ira aux actions de valeur aux dépens des actions de croissance. Grâce aux grandes sociétés technologiques - les 7 magnifiques - les actions de croissance ont fait mieux que les actions de croissance l'année dernière aux États-Unis. Nous craignons toutefois que cette tendance ne suive pas le même rythme car les géants de la technologie pourraient ne pas être en mesure de répondre aux attentes élevées en matière de bénéfices.

Obligations

- Dans la perspective d'un atterrissage en douceur, nous continuons à développer notre portefeuille d'obligations. Pour les obligations d'État américaines, nous misons sur les échéances à moyen terme. En Europe, nous préférons une durée légèrement plus

longue. Nous restons prudents par rapport aux papiers souverains des pays périphériques de l'Europe. Ils seront en effet plus vulnérables si, comme l'a annoncé Mme Lagarde début décembre, la BCE accélère la réduction du programme de soutien PEPP¹⁰. Les échéances à très long terme sont à éviter pour le moment : les banques centrales ont en effet commencé à réduire leur bilan et les déficits budgétaires sont redevenus une préoccupation pour les investisseurs.

- Les obligations de sociétés de qualité offrent aussi des opportunités. Vu le ralentissement attendu de la croissance, nous restons sélectifs et mettons l'accent sur les sociétés affichant des marges solides et de faibles besoins de financement. Soit des segments offrant un bon équilibre entre rendement et solvabilité.
- Dans le segment « high yield » ou obligations à haut rendement, nous nous concentrons sur les notations légèrement plus élevées, à savoir BB ou B. Dans un environnement macroéconomique difficile, nous craignons en effet une augmentation des défauts de paiement, principalement dans la partie inférieure des notations de crédit.

3 Que nous réservent la Chine, l'Inde et les autres pays émergents en 2024 ?

Les actions chinoises ont souffert l'année dernière. Les investisseurs ont tourné le dos au pays en raison de la faiblesse de la production industrielle, des problèmes persistants dans le secteur immobilier et des chiffres décevants de la consommation. Cela ne doit toutefois pas nous faire oublier les atouts

du pays. Pour commencer, la Banque populaire de Chine peut continuer à mener une politique monétaire accommodante, et la Chine continue à soutenir l'économie par toute une série de mesures de relance. Ensuite, le pays poursuit toujours son objectif à long terme de « prospérité commune », un filet de sécurité sociale, et il est essentiel dans ce cadre que la population retrouve la confiance nécessaire pour (continuer à) consommer... Enfin, tout indique que la Chine sera un acteur majeur de la transition énergétique. Le pays dominait déjà le marché des panneaux solaires et de l'énergie éolienne et il est également le plus grand exportateur net de voitures électriques depuis peu.

La croissance indienne a elle réussi à séduire les investisseurs l'année dernière et les perspectives pour 2024 sont bonnes. Le pays continue à séduire avec une croissance attendue de plus de 6 %. Le grand défi consistera à stimuler le taux d'activation des jeunes et à augmenter les revenus - en particulier dans les zones rurales -, ainsi qu'à mettre l'accent sur les travaux d'infrastructures nécessaires pour soutenir cette croissance. Les élections mi-2024 constitueront un facteur d'incertitude.

Les autres marchés émergents ont aussi relativement bien résisté l'année dernière, avec des chiffres de croissance revus constamment à la hausse. Il convient toutefois de noter à ce propos que cette croissance est principalement le fait de certains grands pays comme l'Inde, le Mexique et le Brésil. Les perspectives pour 2024 sont également bonnes et ils devraient renouer avec la croissance d'ici la mi-2024.

Les pays émergents profitent par ailleurs de plusieurs tendances structurelles. Pour commencer, plusieurs considérations géopolitiques et stratégiques provoquent une réaffectation des chaînes de production à l'échelle mondiale. Les pays émergents périphériques, comme le Vietnam, ont de ce fait le vent en poupe aux dépens de la Chine. Ensuite, les

exportateurs de matières premières comme le Chili et le Brésil profitent de la tendance irréversible de la transition énergétique. Enfin, nous voyons que les banques centrales des pays émergents continuent à soutenir leur économie. Et dans le climat économique actuel, cela pourrait encore durer un certain temps. Compte tenu de tout cela, les écarts de croissance entre les économies établies et les pays émergents devraient se creuser davantage en 2024. La région asiatique devrait être le principal contributeur en termes de croissance du PIB.

Enfin, un fléchissement du dollar pourrait aussi soutenir les pays émergents en 2024. Ces dernières années, la force du dollar a créé des vents contraires. Un affaiblissement du dollar pourrait provoquer l'effet inverse. D'ici l'été, quand la Fed aura commencé à abaisser ses taux, nous prévoyons une dépréciation de l'EUR/USD à 1,15-1,20, ce qui soutiendra positivement les flux de capitaux vers les marchés émergents vers le milieu de l'année 2024.



Qu'est-ce que cela signifie pour vos investissements ?

Actions

La grande disparité entre les pays émergents nous oblige à examiner cette question non pas régionalement, mais pays par pays. Nous privilégions les pays en croissance structurelle, comme l'Inde, et les pays bien placés pour tirer profit de la transition énergétique, soit en tant que fournisseurs de matières premières (Amérique du Sud, Brésil), soit grâce à leur avance technologique (Chine). La tendance au « nearshoring¹¹/friendshoring¹² » favorise les pays proches des grandes puissances, comme l'Inde, l'Indonésie et le Vietnam. Pour le second semestre, nous prévoyons un soutien supplémentaire pour les actions des marchés émergents en raison de l'affaiblissement attendu du dollar.



Obligations

Les obligations des pays émergents en devises fortes offrent des rendements plus élevés qu'au cours des cinq dernières années. Notre préférence va aux obligations d'Amérique du Sud, d'Indonésie et d'Afrique du Sud. Au deuxième semestre, les obligations en monnaie locale pourraient bénéficier de l'affaiblissement attendu du dollar. Les obligations d'Europe de l'Est et d'Amérique du Sud ont notre préférence. Nous sommes prudents par rapport aux obligations en devises asiatiques, à l'exception de l'Indonésie et de l'Inde.

4 Que nous réserve le calendrier (géo)politique ?

Le calendrier politique sera particulièrement chargé en 2024. Pas moins de 40 pays se rendront ainsi aux urnes. En janvier, l'année électorale commencera par les élections présidentielles à Taïwan. Il s'agira alors de voir quelle sera la position du nouveau président par rapport à la Chine et la réaction de cette dernière. En avril, ce sera au tour de l'Inde où le Premier ministre Narendra Modi briguera un troisième mandat. En été, viendront les élections législatives en Europe. En novembre, les États-Unis éliront un nouveau président. Et le Royaume-Uni clôturera l'année électorale en décembre.

Les élections présidentielles américaines seront au centre de l'attention. En 2017, les marchés financiers avaient été boostés par les résultats des élections en raison des réductions d'impôts promises par le candidat Trump. En 2024, l'impact positif des élections américaines devrait être moins important. La marge de manœuvre du nouveau président américain sera en effet fortement limitée par le déficit public américain et le coût élevé des intérêts. La situation est la même au Royaume-Uni. Le changement climatique et la politique étrangère domineront également cette élection.

Les développements géopolitiques laisseront également leur empreinte sur les marchés financiers. Les foyers de conflit en Ukraine et au Moyen-Orient restent d'actualité et provoqueront encore des tensions en 2024. L'épreuve de force technologique entre les États-Unis et la Chine entraînera également un certain nombre de changements. Plusieurs régions et pays tenteront d'y échapper en se concentrant sur leur propre agenda et en déplaçant leurs chaînes de production vers d'autres pays asiatiques et l'Amérique du Sud. Des grandes puissances comme l'Inde se profilent de plus en plus comme de nouveaux acteurs à côté des blocs de puissance actuels.



Qu'est-ce que cela signifie pour vos placements ?

- Les entreprises qui réalisent leur chiffre d'affaires au niveau national sont moins sensibles aux tensions géopolitiques et au protectionnisme que les entreprises internationales. Elles sont moins tributaires des chaînes mondiales de production et d'approvisionnement et donc moins vulnérables. C'est le cas par exemple des sociétés de services aux collectivités, de télécoms et de soins de santé.
- Les obligations d'État offrent une protection en temps d'incertitude politique. La question de savoir combien de temps les obligations d'État américaines pourront continuer à jouer leur rôle de valeur refuge se pose toutefois de plus en plus. La possibilité que les États-Unis soient eux-mêmes impliqués dans un conflit et les questions relatives à la viabilité de la dette publique américaine pourraient éventuellement mettre la confiance à l'épreuve.
- Les obligations d'État de pays comme le Brésil, l'Inde et l'Indonésie, moins tributaires du commerce international, sont candidates pour reprendre ce rôle. Cela vaut aussi pour les obligations de qualité de sociétés saines qui ne sont pas, ou seulement très peu, exposées au commerce international, comme les sociétés de services aux collectivités et les grandes entreprises du secteur alimentaire et du retail.
- Les conflits au Moyen-Orient pourraient accentuer la volatilité des cours du pétrole.
- L'or et les devises fortes comme le franc suisse offrent une certaine protection contre les tensions géopolitiques.

-
1. FMI Perspectives économiques mondiales Octobre 2023 : Prévisions de croissance réelle du PIB pour l'Allemagne en 2023 : -0,5 %.
 2. FMI Perspectives économiques mondiales Octobre 2023 : Prévisions de croissance réelle du PIB en Europe en 2023 : 1 %.
 3. Bloomberg.
 4. Trading Economics- United States Fed Funds Interest Rate December 2023.
 5. European Central Bank- Key ECB interest rates.
 6. Novembre : Inflation dans la zone euro 2,4 % (versus 2,9 % en octobre), inflation de base 3,6 % (4,2 % en octobre).
 7. Bloomberg- 10 Y US Treasury yield op 26-12-2023.
 8. CIC Market Solutions 01-12-2023.
 9. Bloomberg Analytics.
 10. PEPP de 1.700 milliards EUR : les obligations arrivées à échéance dans le cadre de ce programme devaient initialement être réinvesties jusque fin 2024.
 11. Définition 'nearshoring' : réallocation des stocks ou des chaînes de production vers une zone géographique plus proche de l'entreprise. Elle s'oppose à la "délocalisation", qui consiste à transférer les mêmes activités vers d'autres zones ou régions dans le but de réduire les coûts.
 12. Définition 'friendshoring' : établissement d'opérations de fabrication dans des pays politiquement amis ou alliés.
 13. Définition 'cygnes noirs' : il s'agit d'événements imprévisibles qui ont généralement des conséquences extrêmes.

Conclusion

L'année d'investissement 2024 commence par quelques questions cruciales. L'économie mondiale se dirige-t-elle vers une récession ou un atterrissage en douceur ? Quand les banques centrales occidentales vont-elles commencer à abaisser leurs taux directeurs ? Quels sont les pays les mieux placés pour tirer profit de la transition énergétique et de la lutte de pouvoir entre la Chine et les États-Unis ? ... Si vous ne voulez pas rater le coche dans ce climat d'investissement incertain, vous devrez alors tenir ces quatre règles de base à l'œil :

1. Dans le contexte macroéconomique actuel, les opportunités d'investissement sont réparties entre différents pays, régions, secteurs et classes d'actifs. La sélectivité à ce stade du cycle économique sera donc plus importante que le fait de suivre un indice boursier.
2. Restez à l'affût des bonnes surprises qui rendent les marchés optimistes. Il n'est pas exclu que l'économie mondiale résiste mieux que prévu ou qu'un conflit se détende de manière inattendue. Ceci contrairement aux années précédentes où nous avons été confrontés à un certain nombre de « cygnes noirs »¹³ comme la crise du covid et l'explosion soudaine de l'inflation et des prix du gaz.
3. Les actions et les obligations sont de nouveau complémentaires en termes de profil de rendement, ce qui n'était pas le cas ces dernières années. Cela plaide de nouveau en faveur de l'approche d'investissement classique qui consiste à répartir le portefeuille entre les actions et les obligations en fonction du risque souhaité.
4. Timer les marchés est plus difficile que jamais. Personne ne peut prédire quand des événements cruciaux, comme la baisse des taux, se produiront et quand des opportunités d'investissement se présenteront. La meilleure stratégie consiste à toujours être investi et à ne jamais s'écarter du cap choisi. Les stratégies à court terme sont à éviter.

Nous sommes à votre service



- dans votre agence Beobank
- via Beobank Service Center
Vous pouvez nous joindre
au **02/622.20.00**,
du lundi au vendredi de 8h00 à 20h00
et le samedi de 9h00 à 12h30
- via Beobank Online sur **www.beobank.be**
- via votre application **Beobank Mobile**

Date éditoriale : 02/01/2024. La présente publication reprend des informations générales et ne constitue pas un conseil personnalisé. Ces informations peuvent changer ou faire l'objet de règles ou d'interprétations particulières en fonction de la situation concernée. Beobank décline toute responsabilité quant à l'exactitude, l'exhaustivité et la mise à jour des informations provenant des sources citées.

Nous vous rappelons que les produits d'investissement sont exposés à des risques en ce compris la possible perte du capital investi. Les produits d'investissement ne sont pas des dépôts bancaires et ne sont pas garantis par Beobank NV/SA.

E.R.: Beobank NV/SA | Boulevard du Roi Albert II 2, 1000 Bruxelles | TVA BE 0401.517.147 | RPM Bruxelles | IBAN BE77 9545 4622 6142.